

MEIYUME FRANCE

CONDITIONS GENERALES D'ACHAT

1. Application des Conditions Générales d'Achat (« CGA »)

Dans le cadre des CGA, les termes suivants désignent :

- « **Acquéreur** » : MEIYUME (France), société par actions simplifiée au capital de 48 000 euros, dont le siège social est situé Tour So Ouest, 35, rue d'Alsace - - 92300 Levallois-Perret, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 430 288 456 ;
- « **Contrat** » : comprend (i) le contrat d'achat des Produits et (ii) les CGA conclues entre l'Acquéreur et le Vendeur ;
- « **Produit(s)** » : les biens et produits et services qui sont l'objet du Contrat ;
- « **Vendeur** » : la société dont la dénomination, l'adresse et le numéro d'immatriculation sont mentionnés dans le Contrat.

Les CGA ont pour objet de définir le cadre des opérations d'achat de Produits de l'Acquéreur.

Les CGA annulent et remplacent toutes les autres conditions générales qu'elles soient visées dans les catalogues, la documentation commerciale ou autres du Vendeur, incorporées dans un Contrat ou dans les négociations et/ou transactions entre l'Acquéreur et le Vendeur.

La non-application par l'Acheteur de l'une des dispositions des CGA ne pourrait être interprétée comme étant une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement.

2. Exécution d'un Contrat

Le Vendeur sera réputé avoir accepté le Contrat, conformément aux CGA, en (i) signant et en renvoyant le Contrat, (ii) en formalisant son acceptation par tous moyens électroniques ou (iii) en fournissant les Produits à l'Acquéreur. Tout Contrat confirmé ne pourra être annulé ou modifié par le Vendeur, sauf dérogation expresse de l'Acquéreur.

L'Acquéreur peut, à tout moment, résilier partiellement ou en totalité le Contrat en le notifiant par écrit au Vendeur, sans autre pénalité pour l'Acquéreur que le remboursement des dépenses raisonnablement engagées par le Vendeur en application du Contrat jusqu'à sa date de résiliation.

Sauf convention contraire, le Vendeur s'interdit de céder ou de transférer de quelque manière que ce soit les droits ou le bénéfice du Contrat.

3. Modification du Contrat

En cas de modification du Produit commandé, notamment en termes de quantité ou de qualité, dans le Contrat en cours d'exécution, soit du fait de demande(s) supplémentaire(s) de l'Acquéreur, soit d'un surcroît des matières premières nécessaires et non initialement prévu, le Vendeur en avertira l'Acquéreur par tout moyen suffisamment probant, et celui-ci confirmera, le cas échéant, s'il entend poursuivre l'exécution du Contrat.

A défaut de manifestation de la volonté expresse du Vendeur dans les cinq (5) jours calendaires suivant la réponse de l'Acquéreur, envoyée par tout moyen, la poursuite du Contrat ainsi modifié sera présumée avoir été acceptée par le Vendeur. L'Acquéreur ne saurait, en aucun cas, encourir la moindre responsabilité pour toute modification du Contrat.

4. Délais de livraison et pénalités de retard

4.1 Les délais de livraison des Produits communiqués par l'Acquéreur sont impératifs et engagent la responsabilité du Vendeur en cas de retard.

En cas de retard de livraison des Produits, l'Acquéreur peut soit résilier le Contrat, soit décaler les dates de paiements, soit refuser les Produits livrés. L'Acquéreur peut, en outre, demander des dommages intérêts.

4.2 Le Vendeur ne peut, en aucun cas, retarder les livraisons des Produits jusqu'à la parfaite réalisation de ses obligations.

4.3 L'acceptation de tout ou partie des Produits après la(es) date(s) fixées dans le Contrat ne peut en aucun cas être considérée comme étant une renonciation de sa part sur l'un quelconque de ses droits découlant d'une livraison tardive ou de l'absence de livraison des Produits. Le Vendeur reconnaît son entière responsabilité pour toute perte ou tout dommage subi ou encouru par l'Acquéreur à la suite d'une livraison tardive ou de l'absence de livraison.

Sans limitation de ses droits, si le Vendeur ne respecte pas les délais de livraison, l'Acquéreur peut, discrétionnairement :

- Choisir une livraison des Produits par fret aérien, dont les frais supplémentaires seront à la charge du Vendeur ;
- Résilier le Contrat, totalement ou partiellement, sans préjudice de toute éventuelle réclamation à l'encontre du Vendeur pour rupture abusive du Contrat, incluant notamment les coûts, réclamations et dépenses que l'Acquéreur pourrait avoir à supporter.

4.4 Le Vendeur s'engage à prévenir immédiatement l'Acquéreur, émetteur de la commande, de tout événement susceptible d'entraîner un retard de livraison dès qu'il en a connaissance. Seuls les événements relevant d'un cas de force majeure dûment justifiés et notifiés par écrit à l'Acquéreur par le Vendeur dans le délai de trois (3) jours à compter de leur survenance pourront entraîner une prolongation du délai contractuel de livraison d'une durée, au maximum, équivalente à celle du cas de force majeure.

4.5 Sauf cas de force majeure, tout retard de livraison non accepté par écrit par l'Acquéreur pourra entraîner de plein droit des pénalités, sans mise en demeure préalable. Sauf indications contraires sur le bon de commande, le montant de ces pénalités de retard sera égal à trois pourcent (3%) de la valeur de la livraison retardée, par semaine de retard commencée jusqu'à réception de la totalité de la commande, et sera plafonné à vingt pourcent (20%) de la valeur de la livraison retardée. Ces pénalités de retard s'appliqueront lors du règlement des factures par l'Acquéreur et feront l'objet d'une compensation avec les sommes facturées par le Vendeur.

5 Transport – Risque - Livraison

5.1 Sauf Indications contraires, les Produits sont réputés vendus DDP (*Delivered Duty Paid*) : ils sont livrés à destination finale. Les Produits voyagent toujours aux risques et périls du Vendeur. La livraison des Produits est réputée effectuée, à l'issue du déchargement desdits Produits, sur le lieu de livraison indiqué sur le bon de commande. La livraison des Produits sera accompagnée des documents convenus entre l'Acquéreur et le Vendeur et, le cas échéant, établis par le mode opératoire défini par l'Acquéreur.

Le Vendeur fera son affaire personnelle des assurances liées au transport et des éventuels frais de dédouanement. Il devra en justifier à l'Acquéreur, à première demande.

5.2 Le transfert des risques de perte et de détérioration des Produits sera réalisé lors de la livraison et de la réception des Produits par l'Acquéreur, quelle que soit la date du transfert de propriété et du paiement. En conséquence, en cas de transfert de propriété antérieure au transfert des risques, le Vendeur s'engage à souscrire, pour le compte de l'Acquéreur, mais à ses frais, une assurance spécifique concernant les risques de perte et de détérioration des Produits dont la propriété aura été transférée à l'Acquéreur.

Le transfert de propriété des Produits sera réalisé dès livraison et réception sans réserve par l'Acquéreur, et ce quelle que soit la date de paiement.

En cas de report de la date de livraison, le Vendeur devra payer

les frais de stockage des Produits.

Dès que l'Acquéreur devient propriétaire des Produits, le Vendeur devra les étiqueter afin qu'ils soient clairement identifiables comme étant les Produits de l'Acquéreur.

5.3 Les Produits doivent être emballés conformément aux spécifications mentionnées dans le Contrat, et aux prix les plus bas pratiqués dans le fret.

La livraison des Produits doit être attestée par un reçu signé l'Acquéreur ou le mandataire de l'Acquéreur.

A défaut de respect des dispositions ci-dessus, l'Acquéreur pourra, de manière discrétionnaire, retenir le paiement des Produits, et ce sans préjudice de ses autres droits au titre du Contrat.

6 Conformité – Retour des Produits

6.1 Toute avarie survenue jusqu'à l'arrivée des Produits au lieu de livraison et/ou tout Produit manquant dû à un emballage insuffisant ou défectueux, imputable au Vendeur, sera à la charge de ce dernier qui devra effectuer le remplacement des Produits détériorés et/ou manquants à ses frais, aux conditions de la commande et dans le plus court délai.

6.2 Si l'Acquéreur considère que l'un des Produits est non conforme aux normes en termes de qualité ou non conforme au Contrat, ou si le Produit est soumis à un embargo, il peut alors, de manière discrétionnaire : (i) accepter ou rejeter toute ou partie des Produits, (ii) résilier le Contrat ou (iii) demander au Vendeur de remplacer, à ses frais et sans délais, les Produits non conformes aux critères de qualité.

La conformité des Produits s'apprécie également en termes de quantité qui pourra, de ce fait, faire l'objet de réserves.

L'Acquéreur notifiera sa décision au Vendeur dans le meilleur délai à compter de leur livraison.

6.3 Le Vendeur restera seul responsable des Produits et indemniserà l'Acquéreur de toute perte, dommage et dépenses subis ou encourus à la suite du rejet du Produit.

Le Vendeur devra récupérer lesdits produits rejetés dans les délais imposés dans la notification de rejet envoyée par l'Acquéreur. En cas de vente desdits Produits, le Vendeur indemniserà l'Acquéreur pour toute perte et lui versera la différence entre le prix des Produits achetés et leur prix de revente.

7 Audit

7.1 L'Acquéreur peut, aux frais du Vendeur, demander un rapport d'audit sur les Produits auprès d'un expert indépendant.

Ce rapport pourra être utilisé comme preuve dans le cadre d'un litige ou d'un arbitrage qui porterait sur la quantité, la qualité, l'état, la description et les spécifications des Produits.

7.2 Aucun éventuel audit relatif aux Produits avant leur expédition ne pourra constituer une acceptation par l'Acquéreur des Produits ou une validation de leur conformité.

L'Acquéreur pourra inspecter les Produits, à tout moment, pendant leur fabrication, leur traitement, leur stockage. Le Vendeur fournira, à tout moment, à l'Acquéreur un accès complet sur chaque emplacement où les Produits, ou l'un de ses composants, seront fabriqués, que ce soit dans ses locaux ou en tout autre lieu, afin de permettre à l'Acquéreur d'effectuer une inspection ou des examens après leur expédition.

Le Vendeur fournira tous les accès nécessaires et accordera un délai raisonnable pour réaliser ces inspections.

En aucun cas, une telle inspection, la communication d'un certificat d'inspection par l'Acquéreur, ou le paiement des Produits ne pourra être considéré comme étant une acceptation des Produits par l'Acquéreur, ou une validation de leur conformité.

7.3 Le Vendeur fournira à l'Acquéreur des copies conformes et complètes des documents qu'il demandera afin de justifier l'origine des Produits ou leur conformité.

Ces documents pourront comprendre :

- Les registres de production et d'expédition (tels que les registres de couture, les documents de transport des produits finis et des matériaux ayant servi à la fabrication), les factures, les registres de réparation des machines, les registres des employés et les documents déposés auprès des organismes publics (tels que les licences, les notifications d'importation et d'exportation, les notifications de production et immatriculations d'usine) ;
- Toutes déclarations, certifications, confirmations ou engagements afin de justifier l'origine des Produits.

8 Obligations du Vendeur

8.1 Le Vendeur déclare et garantit que les Produits seront :

- a) Fabriqués, marqués, étiquetés, emballés, documentés et expédiés en stricte conformité avec :
 - (i) La quantité, la qualité, la description, les spécifications et les exigences demandés par l'Acquéreur ;
 - (ii) Tout échantillon de Produits (ou de leurs composants et sous-matériaux), des bains de laboratoire pour la couleur et des échantillons de tissu pour la main ou la fabrication approuvés par l'Acquéreur (toutes les couleurs doivent être inaltérables et approuvées par l'Acquéreur avant la production) ;
 - (iii) Toutes les normes d'essais en laboratoire nécessaires, y compris les normes relatives à la sécurité des Produits ;
 - (iv) Toutes les lois, réglementations, directives, règles ou exigences en vigueur dans le(s) pays dans lequel(s) les Produits sont fabriqués ou importés, relatives au travail forcé, travail des enfants, publicité, étiquetage, marquage, instructions de lavage et d'entretien, sécurité, inflammabilité et documentation d'exportation et d'importation ;
- b) Exempts de défauts de conception, erreurs de matériaux et de fabrication ;
- c) Adaptés à l'usage auxquels les Produits sont destinés, dont le Vendeur reconnaît avoir été pleinement informé ;
- d) Neufs et non utilisés ;
- e) Correctement étiquetés et annoncés lors de leur expédition ;

Le Vendeur déclare détenir, le cas échéant, tous les droits de propriété intellectuelle, tels que définis ci-dessous, sur les Produits.

8.2 Nonobstant les garanties visées ci-dessus, le Vendeur s'engage à :

- N'employer que des travailleurs ayant l'âge légal minimum pour travailler ;
- N'utiliser que des sous-traitants approuvés par l'Acquéreur pour la fabrication des Produits et ceux-ci devant respecter les présentes obligations ;
- Remplir de manière complète et précise l'ensemble des documents relatifs aux Produits, y compris les factures, les demandes de certificats d'origine, les licences d'importation ou d'exportation,
- Faire accompagner les Produits d'un visa sous la forme requise et comportant les quantités et le détail des matières de manière précise ;
- Respecter, lorsque le pays d'importation est les États-Unis, les lois et réglementations applicables à l'importation des Produits, y compris, mais sans s'y limiter, la loi tarifaire de 1930, telle que modifiée, la loi sur l'étiquetage des produits en laine, la loi sur l'identification des produits en fibres textiles, la loi *Lanham*, la loi sur l'étiquetage des substances dangereuses, la loi sur la sécurité des produits de

consommation, la loi sur l'amélioration de la sécurité des produits de consommation, la loi sur les jouets sans plomb, la loi sur les tissus inflammables, la loi sur les aliments, *Drug & Cosmetics Act* et le *Federal Trade Commission Act*, y compris les réglementations sur l'étiquetage d'entretien, toutes les normes applicables sur le plomb et d'autres substances toxiques et toutes les directives, règles et autres réglementations émises en vertu de celles-ci ;

- Respecter la loi n° 2020-105 du 10 février 2020, dite loi « Anti-gaspillage pour une économie circulaire » (AGEC) ainsi que ses modifications ultérieures, et notamment l'article 13 de la loi AGEC.

8.3 Le Vendeur fera tous ses efforts raisonnables pour procurer à l'Acquéreur le bénéfice des garanties et autres droits qui lui ont été conférés et qui concernent toute partie des Produits qui n'est pas fabriquée par le Vendeur.

8.4 Le Vendeur devra, à tout moment et sur demande de l'Acquéreur, prouver qu'il a souscrit et maintenu en vigueur, une police d'assurance de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ainsi qu'à l'Acquéreur et à son personnel à la suite de l'exécution du Contrat, et du fait :

- De son personnel ou de toute personne dont il serait reconnu civilement responsable ;
- De son propre matériel utilisé pour l'exécution du Contrat.

9 Responsabilité du Vendeur

9.1 Le Vendeur reconnaît qu'il est seul responsable des Produits et, qu'en conséquence, il indemniserait et dédommagerait l'Acquéreur de toute responsabilité, réclamation, pénalité, dommages-intérêts dus ou payés à toute autorité administrative du pays d'importation (y compris les douanes), frais (y compris les frais juridiques), intérêts, pertes (y compris la perte de profit), dépenses ou dommages (y compris les coûts liés aux rappels de Produits) subis ou encourus par l'Acquéreur et qui sont liés, de quelque manière que ce soit, à un manquement ou à une violation par le Vendeur de l'une des déclarations, garanties ou engagements visés ci-dessus.

En particulier, le Vendeur sera responsable des dommages causés aux biens en raison d'un Produit reconnu défectueux au sens des articles 1244 et suivants du Code civil.

9.2 Plus généralement, le Vendeur garantit l'Acquéreur contre tout vice caché résultant des articles 1641 et suivants du Code civil, pouvant affecter les Produits livrés, les rendant impropres à leur utilisation et à leur destination, dans les conditions de droit commun.

Il s'engage aussi à garantir l'Acquéreur contre les vices cachés postérieurs au Contrat.

10 Prix et paiement

10.1 L'Acquéreur paiera le prix des Produits au Vendeur à la date indiquée dans le Contrat.

Sauf indications contraires sur le bon de commande, le paiement interviendra en euros par virement bancaire dans les soixante (60) jours fins de mois date d'émission de la facture, sous réserve de conformité des Produits aux normes de qualité de l'Acquéreur.

Le Vendeur ne peut, du fait du seul manquement par l'Acquéreur de payer le prix des Produits, suspendre toute ou partie de la livraison des Produits, dans la mesure où les paiements ne sont pas systématiquement en retard ou dépassent 60 jours de retard.

Le Vendeur ne pourra augmenter le prix des Produits tel qu'indiqué dans le Contrat, qu'après approbation expresse de l'Acquéreur.

L'Acquéreur pourra demander des réductions de prix en

fonction des quantités de Produits commandés et des modalités de livraison mentionnées dans le Contrat.

10.2 Dans le cas où le prix des Produits est exprimé dans une devise autre que l'euro, ce prix sera payable en dollars US, au taux de change acheteur actuel de la Banque Centrale des Etats-Unis (FED), déduction faite des frais bancaires habituels à la date de paiement spécifiée dans le Contrat.

11 Propriété Intellectuelle

Le Vendeur n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle sur les signes distinctifs et les créations de toute forme, détenus par l'Acquéreur ou ses clients, et qui sont utilisés par le Vendeur, avec l'autorisation de l'Acquéreur, pour les besoins de l'exécution d'une commande et notamment, sans que cette liste soit limitative, sur les marques, dessins, modèles, échantillons, prototypes, plans, normes et outillages. Toute utilisation desdits signes et créations hors des limites de la stricte exécution d'une commande sera constitutive d'un délit de contrefaçon et pourra donner suite à des poursuites civiles et pénales.

Le Vendeur s'engage à faire tous ses efforts afin de protéger les droits de propriété intellectuelle de l'Acquéreur ou de ses clients. Le Vendeur s'engage à informer l'Acquéreur immédiatement de toute utilisation illégale des droits de propriété intellectuelle de l'Acquéreur ou ses clients dont il aurait connaissance et accepte de fournir, sur demande de l'Acquéreur ou ses clients, toute l'aide raisonnable dans le cadre de la protection desdits droits.

Le Vendeur devra, conformément aux instructions de l'Acquéreur, retirer tous Produits que celui-ci aura rejetés. Dans le cas où l'Acquéreur autoriserait le Vendeur à vendre, ou à céder à titre gratuit, des Produits rejetés à des tiers, le Vendeur devra alors retirer et détruire les autres matériaux tels que les étiquettes ou autres accessoires incorporés ou attachés aux Produits rejetés, qui feraient l'objet d'un droit de propriété intellectuelle. Sauf instruction contraire de l'Acquéreur, le Vendeur lui retournera, dans les meilleurs délais, tous ces matériaux non incorporés ou attachés aux Produits rejetés. Tous les dessins et autres créations fournis par l'Acquéreur, resteront sa propriété et ne seront ni utilisés par le Vendeur, ni divulgués à un tiers, sauf si cela est nécessaire pour l'exécution des obligations du Vendeur.

12 Indemnité

Le Vendeur devra indemniser l'Acquéreur pour toute perte résultant d'une négligence ou d'un manquement du Vendeur, et ce même en cas de résiliation du Contrat par l'Acquéreur, y compris pour toute perte de profit sur la revente de l'un des Produits, pénalité, coûts, frais et dépenses, juridiques et autres encourus par l'Acquéreur à la suite de cette négligence ou manquement.

Le Vendeur reconnaît pleinement que les Produits sont destinés à la revente par l'Acquéreur. En conséquence, le Vendeur sera entièrement responsable et indemniserait l'Acquéreur contre toute réclamation relative aux Produits faite par l'un de ses clients.

Dans la mesure où la responsabilité du fournisseur est avérée.

13 Sous-traitance

13.1 Le Vendeur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la fabrication des Produits, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un tiers. Les sous-traitants susceptibles d'intervenir pour l'exécution du Contrat resteront sous le contrôle du Vendeur qui demeurera seul responsable à l'égard de l'Acquéreur de la bonne exécution du Contrat.

13.2 Le Vendeur s'engage à respecter, et à faire respecter par ses sous-traitants et fournisseurs, tous les codes de bonne conduite, pratiques de conformité commerciale et exigences en matière de responsabilité sociale de l'entreprise énoncées par l'Acquéreur, ainsi que toutes les lois, règles et réglementations, y compris, sans s'y limiter, le *Foreign Corrupt Practices Act* des États-Unis et le *Bribery Act* du Royaume-Uni (y compris toutes les règles et la gouvernance qui s'y rapportent), le *California Supply Chain Transparency Act*, le *Dodd-Frank Act*, toute réglementation applicable en matière de durabilité et les normes environnementales, les réglementations et les procédures de déclaration et toutes les lois et réglementations douanières, telles qu'elles peuvent être modifiées. Le Vendeur s'assurera du respect de toutes les obligations applicables aux sous-traitants dans les juridictions concernées.

14 Confidentialité

14.1 Par « Information Confidentielle » au sens du des CGA, on entend toute information de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, qui serait communiquée par l'Acquéreur au Vendeur, ou dont celui-ci viendrait à avoir connaissance dans le cadre du Contrat, que lesdites Informations Confidentielles soient relatives ou non au Produit, et/ou appartiennent à l'Acquéreur.

14.2 Le Vendeur s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à des tiers, de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, les Informations Confidentielles reçues de l'Acquéreur au titre du Contrat.

14.3 Pendant toute la durée du Contrat, et après sa cessation pour quelle que cause que ce soit, le Vendeur s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer la protection absolue des Informations Confidentielles, ou des supports protégés qui peuvent être détenues par le Vendeur, ses fournisseurs ou sous-traitants, dans tout lieu dans lequel le Contrat est exécuté.

14.4 A cette obligation de confidentialité s'ajoute pour le Vendeur celle de ne jamais exploiter ou utiliser pour son propre compte, ou pour le compte d'autrui, d'une quelconque manière, tout ou partie des Informations Confidentielles et documents confidentiels ci-dessus définis. Cette obligation s'étend à l'ensemble des salariés du Vendeur, à toutes ses sociétés affiliées et tous ses sous-traitants qui auront eu accès à ces Informations et documents.

14.5 Ne tombent pas sous le coup de la confidentialité, les Informations Confidentielles (i) que le Vendeur possédait librement antérieurement avant la signature du Contrat, (ii) communiquées au Vendeur par un tiers en ayant le droit, après la signature du Contrat, (iii) qui sont dans le domaine public à la date de signature du Contrat, ou qui y tomberaient sans manquement par le Vendeur à ses obligations de confidentialité définies ci-dessus.

14.6 Le Vendeur, en cas de manquement à son obligation de confidentialité, engagera sa responsabilité envers l'Acquéreur.

15 Force majeure

En cas de survenance d'un cas de force majeure tels que ceux retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée A.R. après un préavis de quinze (15) jours. La force majeure s'entend comme tout événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté de l'Acquéreur et du Vendeur.

Dans tous les cas, il est expressément convenu que le Vendeur restituera, sans délai, tout éventuel acompte qui aurait été versé par l'Acquéreur au titre du Contrat.

16 Non-sollicitation des collaborateurs

Jusqu'à l'expiration d'une période de douze (12) mois, à compter de l'expiration du Contrat, le Vendeur ne sollicitera, directement ou indirectement, les services d'aucun collaborateur ou consultant indépendant de l'Acquéreur.

17 Résiliation

17.1 Le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'Acquéreur, à tout moment, dans les cas et conditions ci-après définis :

- En cas de violation par le Vendeur de l'une quelconque de ses obligations contractuelles, si, quinze (15) jours après réception d'une lettre de mise en demeure, adressée en recommandée AR, il n'a pas remédié à la violation qui lui est reprochée ;
- En cas de cessation des paiements du Vendeur, sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 622-13 du Code de commerce dans l'hypothèse où l'Administrateur judiciaire ne répond pas ou a répondu négativement, dans un délai d'un (1) mois, à toute mise en demeure de l'Acquéreur concernant la poursuite ou non du Contrat ;
- En cas de transmission ou cession, en tout ou en partie, du Contrat par le Vendeur, à quiconque, sans l'accord préalable écrit de l'Acquéreur. Dans ce cas, le Contrat sera résilié de plein droit et sans préavis à compter de la réception par le Vendeur d'une lettre recommandée AR.

17.2 En cas de résiliation, le Vendeur mettra tout en œuvre afin de livrer les Produits payés et les obligations de l'Acquéreur prendront fin.

18 Divers

Le Vendeur s'engage à informer l'Acquéreur immédiatement de toute défaillance ou risque de défaillance susceptible de porter atteinte aux relations avec l'Acquéreur et de tout événement qui pourrait entraîner tout changement de contrôle direct ou indirect dans sa société. A défaut de publication des comptes, il est de la responsabilité du Vendeur de communiquer ses comptes à l'Acquéreur.

19 Loi applicable - Attribution de compétence

19.1 L'Acquéreur et le Vendeur conviennent expressément d'exclure la Convention de Vienne du 27 janvier 1980.

Les CGA sont soumises au droit français.

En cas de traduction, seule la version française prévaudra.

19.2 Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différent susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution, la résiliation ou l'interprétation du Contrat ou de la Commande, ou de leurs suites.

A défaut d'accord amiable dans le mois de sa survenance, le différend est soumis au Tribunal de commerce de Paris dont la compétence est expressément reconnue par le Vendeur.

MEIYUME FRANCE

PURCHASE CONTRACT TERMS AND CONDITIONS

Version translated in English – The French version prevails.

1. Application of the purchase Terms and Conditions

For the purpose of these terms and conditions ("Conditions")

the word "Buyer" shall mean: MEIYUME (France), whose registered office is situated at 35 rue d'Alsace, 92300 LEVALLOIS-PERRET, FRANCE, registered 430 288 456 R.C.S. Nanterre,

The word "Seller" shall mean the company, firm or person whose name and address appear under the heading "seller" on the Purchase Contract.

The word "Contract" shall mean these Conditions together with the purchase contract ("Purchase Contract") between the buyer and the seller.

The word "Products" shall mean the goods, the products and the services which are the subject of the Purchase Contract.

These Conditions supersede any other terms or conditions appearing in Seller's catalogues, sales literature or elsewhere, and shall override and exclude any other terms or conditions stipulated or incorporated or referred to by Seller, whether in any order or negotiations, and / or in any course of dealing established between Seller and Buyer.

The non-application of one of the provisions of the Conditions by the buyer, cannot be interpreted as a waiver of its right to avail itself of it at a later date.

2. Execution of a Contract

Seller shall be deemed to accept the Contract on these Conditions by either (i) signing and returning the Purchase Contract; (ii) indicating its acceptance through the electronic means provided by Buyer; or (iii) taking any action to provide the Products to Buyer.

No modification of the Contract including of these Conditions shall be effective unless expressly agreed in writing between Buyer and Seller.

Buyer may at any time terminate the Contract in whole or in part by written notice to Seller (although such termination may result in suspension of shipment or work pursuant to this Purchase Contract) without penalty to Buyer, save for reimbursement to Seller for reasonable expenditure on raw materials incurred upon the authority of this Purchase Contract up to the date of cancellation or termination.

Unless otherwise agreed, Seller may not sell, assign or otherwise transfer any of its rights, title or interest in or arising from the Contract without Buyer's prior written consent, which may be withheld without reason at Buyer's sole and absolute discretion. Buyer shall be entitled, without the consent of Seller, to sell, assign, transfer, declare trust(s) and/or grant participations or security interests in all or any part of its rights, title and interest in or arising from the Contract.

3. Modification of the contract

In case of a modification of the Product ordered, particularly in terms of quantity or quality, during the execution of the Contract, either due to additional request(s) from the Buyer, or due to additional materials not initially planned, the Seller will notify the Buyer by any sufficiently convincing means, and the

latter will confirm, where applicable, whether it intends to continue execution of the Contract.

In the absence of manifestation of the Seller's express wishes within five (5) calendar days following the Buyer's response, sent by any means, the continuation of the Contract thus modified will be presumed to have been accepted by the Seller. The Buyer cannot, under any circumstances, incur the slightest liability for any modification of the Contract.

4. Delivery terms

4.1 The delivery times of the Products communicated by the Buyer are imperative and engage the responsibility of the Seller in the event of delay.

In the event of late delivery of the Products, the Buyer may either terminate the Contract, postpone payment deadlines, or refuse the delivered Products. The Buyer may also claim liquidated damages.

4.2 The Seller may not, under any circumstances, delay deliveries of the Products until its obligations have been fully fulfilled.

4.3 Acceptance of all or part of the Products after the date(s) fixed in the Contract cannot under any circumstances be considered as a waiver of any of its rights arising from a late delivery or the non-delivery of the Products. The Seller acknowledges its full responsibility for any loss or damage suffered or incurred by the Buyer following late delivery or the non-delivery of the Product.

Without limitation of its rights, if the Seller does not respect the delivery deadlines, the Buyer may, at its discretion:

- Choose a delivery of the Products by air freight, the additional costs of which will be borne by the Seller.

- Terminate the Contract, totally or partially, without prejudice to any possible claim against the Seller for wrongful termination of the Contract, including the costs, claims and expenses that the Buyer may have to bear.

4.4 The Seller undertakes to immediately notify the Buyer, issuer of the order, of any event likely to result in a delay in delivery as soon as he becomes aware of it. Only events relating to a case of force majeure duly justified and notified in writing to the Buyer by the Seller within three (3) days of their occurrence may result in an extension of the contractual delivery time of a duration, at most, equivalent to that of the force majeure event.

4.5 Except in case of force majeure, any delay in delivery not accepted in writing by the Buyer may automatically result in penalties, without prior notice. Unless otherwise indicated on the order form, the amount of these late penalties will be equal to three percent (3%) of the value of the delayed delivery, per week of delay started until receipt of the entire order and will be capped at twenty percent (20%) of the value of the delayed delivery. These late penalties will apply when the invoices are paid by the Buyer and will be subject to compensation with the amounts invoiced by the Seller.

5 Transport – Risk - Delivery

5.1 Unless otherwise indicated, the Products are deemed to be sold DDP (Delivered Duty Paid): they are delivered to the final destination. The Products always travel at the Seller's risk. The delivery of the Products is deemed to have been made, following unloading of said Products, to the delivery location indicated on the purchase order. The delivery of the Products will be accompanied by documents agreed between the Buyer and the Seller and, where applicable, established by the

operating procedure defined by the Buyer.

The Seller will be responsible for transport-related insurance and any customs clearance costs. He must provide proof to the Buyer, upon first request.

5.2 The transfer of risks of loss and deterioration of the Products will take place upon delivery and receipt of the Products by the Buyer, regardless of the date of transfer of ownership and payment. Consequently, in the event of a transfer of ownership prior to the transfer of risks, the Seller undertakes to take out, on behalf of the Buyer, but at its expense, specific insurance concerning the risks of loss and deterioration of the Products for which, the ownership will have been transferred to the Buyer.

The transfer of ownership of the Products will be carried out upon delivery and receipt without reservation by the Buyer, regardless of the payment date.

If the delivery date is postponed, the Seller must pay the storage costs of the Products.

As soon as the Buyer becomes owner of the Products, the Seller must label them so that they are clearly identifiable as being the Buyer's Products.

5.3 The Products must be packaged in accordance with the specifications mentioned in the Contract, and at the lowest freight prices.

The delivery of the Products must be certified by a receipt signed by the Buyer or the Buyer's representative.

Failing compliance with the above provisions, the Buyer may, at its discretion, withhold payment for the Products, without prejudice to its other rights under the Contract.

6 Compliance and return of Products.

6.1 Any damage occurring until the arrival of the Products at the place of delivery and/or any missing Product due to insufficient or defective packaging, attributable to the Seller, will be the responsibility of the latter, who will have to replace the damaged Products and /or missing at its expense, under the conditions of the order and as quickly as possible.

6.2 If the Buyer considers that one of the Products does not comply with quality standards or does not comply with the Contract, or if the Product is subject to an embargo, it may then, at its discretion: (i) accept or reject all or part of the Products, (ii) terminate the Contract or (iii) ask the Seller to replace, at its expense and without delay, the Products that do not comply with the quality criteria.

The conformity of the Products is also assessed in terms of quantity which may, therefore, be subject to reservations.

The Buyer will notify the Seller of their decision as soon as possible, following their delivery.

6.3 The Seller will remain solely responsible for the Products and will compensate the Buyer for any loss, damage and expenses suffered or incurred following rejection of the Product.

The Seller must recover said rejected products within the time limits imposed in the notification of reject sent by the Buyer. In the event of sale of said Products, the Seller will compensate the Buyer for any loss and will pay the difference between the price of the Products purchased and their resale price.

7 Audit

7.1 The Buyer may, at the Seller's expense, request an audit report on the Products from an independent expert.

This report may be used as evidence in the context of a dispute or arbitration relating to the quantity, quality, condition, description and specifications of the Products.

7.2 Any possible audit relating to the Products before their

shipment cannot constitute acceptance by the Buyer of the Products or validation of their conformity.

The Buyer may inspect the Products at any time during their manufacturing, processing and storage. The Seller will provide, at any times, to the Buyer a full access to each location where the Products, or any of its components, will be manufactured, whether on its premises or in any other location, to enable the Buyer to carry out an inspection or examinations after shipment.

Seller will provide all the necessary accesses and allow a reasonable time to complete these inspections.

Under no circumstances can such inspection, the communication of an inspection certificate by the Buyer or the payment for the Products, be considered as an acceptance of the Products by the Buyer, or a validation of their conformity.

7.3 The Seller will provide the Buyer with certified and complete copies of the documents requested in order to justify the origin of the Products or their conformity.

These documents may include:

- Production and shipping records (such as sewing records, transport documents for finished products and materials used in manufacturing), invoices, machine repair records, employee records and documents filed with government agencies (such as licenses, import and export notifications, production notifications and factory registrations);

- All declarations, certifications, confirmations or commitments to justify the origin of the Products.

8 Seller's Obligations

8.1 Seller declares, warrants and undertakes to Buyer that the Products shall be:

- f)** manufactured, marked, labeled, packed, documented and shipped in strict accordance with:

- (v)** the quantity, quality, description, specifications and requirements provided by Buyer.

- (vi)** any sample of the Products or their components and sub-materials, lab dips for color, and fabric swatches for hand or fabrication approved by Buyer (all colors must be color-fast and approved by Buyer prior to production).

- (vii)** all required lab test standards, including standards concerning product safety

- (viii)** any and all applicable laws, regulations, guidelines, rules or requirements in force from time to time of the country(ies) or jurisdiction(s) in which the Products are manufactured (collectively, "Manufacturing Jurisdiction"), the country(ies) or jurisdictions into which the Products will be imported (collectively, "Importing Jurisdiction"), or other country(ies) indicated by Buyer, including without limitation, laws and regulations concerning country of origin, quota, forced labor, child labor, advertising, labeling, marking, washing and care instructions, safety, flammability and export and import documentation;

- g)** free of defects in design, material and workmanship.

- h)** in all respects fit and sufficient and suitable for the purpose or purposes, expressly or implied, for which the Products are intended, which said purpose or purposes Seller hereby acknowledges to have been declared or fully made known to Seller.

- i)** new and unused.

- j)** not misbranded nor falsely advertised when shipped;

The Seller declares and warrants to own all Intellectual Property rights on its products and processes and to comply with the conditions defined in clause 11.

8.2 Without limiting the generality of clause 8, Seller further represents, warrants and undertakes to Buyer:

- only to employ workers who meet the minimum applicable legal age requirement and to comply with all other applicable child labor laws.
- that it will use only subcontractor(s) approved by Buyer in the production of the Products and that such subcontractor(s) shall abide by these Conditions.
- the genuine and true origin of the Products and that it shall fully and accurately complete all documents that it issues in respect of the Products, including invoices, packing lists, quota charge statements, applications for certificates of origin, import licenses, export licenses, visas and export licenses.
- that any visa accompanying the Products is in the form required by the applicable arrangements from time to time between the Manufacturing Jurisdiction and the Importing Jurisdiction and that any textile quota category reflected thereon accurately describes the Products;
- that where the Importing Jurisdiction is the United States, the Products shall comply with all laws and regulations of the United States applicable to the importation of the Products into the United States, including, but not limited to, the Tariff Act of 1930, as amended, the Wool Products Labeling Act, the Textile Fiber Products Identification Act, the Lanham Act, the Hazardous Substances Labeling Act, Consumer Product Safety Act, Consumer Product Safety Improvement Act, Lead Free Toys Act, the Flammable Fabrics Act, the Food, Drug & Cosmetics Act, and the Federal Trade Commission Act, including the care labeling regulations, all applicable standards on lead and other toxic substances and any guidelines and rules and other regulations issued pursuant thereto.
- Comply with law no. 2020-105 of February 10, 2020, known as the "Anti-waste for a circular economy" (AGEC) law as well as its subsequent modifications, and in particular article 13 of the AGECE law.

8.3 The Seller will make all reasonable efforts to provide the Buyer with the benefit of the guarantees and other rights which concern any part of the Products which is not manufactured by the Seller.

8.4 The Seller must, at any time and upon request from the Buyer, prove that he has taken out and maintained in force a Professional Civil Liability insurance policy guaranteeing bodily, material and immaterial damage caused to third parties as well as to the Buyer and its personnel following the execution of the Contract, and in fact:

- to its staff or any person for whom it is found civilly responsible.
- to its own equipment used for the execution of the Contract.

9 Seller's responsibility

9.1 The Seller acknowledges that he is solely responsible for the Products and, as a result, he will indemnify and release the Buyer from any liability, claim, penalty, damages due or paid to any administrative authority of the country of importation (including customs), costs (including legal fees), interest, losses (including loss of profit), expenses or damages (including costs relating to Product recalls) suffered or incurred by the Buyer and which are linked, in any way, to a breach or violation by the Seller of any of the representations, warranties or commitments referred to above.

In particular, the Seller will be responsible for damage caused to Products due to a Product recognized as defective within the meaning of articles 1244 et subsequent ones of the Civil Code.

9.2 More generally, the Seller guarantees the Buyer against any hidden defect resulting from articles 1641 and subsequent ones of the Civil Code, which may affect the Products

delivered, making them unfit for their use and their destination, under the conditions of common law. It also undertakes to guarantee the Buyer against hidden defects subsequent to the Contract.

10 Price and Payment

10.1 The Buyer will pay the price of the Products to the Seller on the date indicated in the Contract.

Unless otherwise indicated on the purchase order, the payment will be made in euros by bank transfer within sixty (60) days end of the month date of issue of the invoice, subject to compliance of the Products with the quality standards of the Buyer.

The Seller cannot, solely due to the Buyer's failure to pay the price of the Products, suspend all or part of the delivery of the Products, as soon as the payments are due and the payments do not exceed 60 days.

The Seller may only increase the price of the Products as indicated in the Contract after express approval of the Buyer.

The Buyer may request price reductions based on the quantities of Products ordered and the delivery terms mentioned in the Contract.

10.2 In the event that the price of the Products is expressed in a currency other than the euro, this price will be payable in US dollars, at the current buying exchange rate of the Central Bank of the United States (FED), less the usual bank charges, on the payment date specified in the Contract.

11 Intellectual Property

The Seller does not acquire any intellectual property rights over the distinctive signs and creations of any form, held by the Buyer or its clients, and which are used by the Seller, with the authorization of the Buyer, for the purposes of the execution of a purchase order and in particular, without this list being exhaustive, on brands, drawings, models, samples, prototypes, plans, standards and toolings. Any use of said signs and creations outside the limits of the strict execution of a purchase order will constitute an offense of counterfeiting and may result in civil and criminal proceedings.

The Seller undertakes to make every effort to protect the intellectual property rights of the Buyer or its customers. The Seller undertakes to inform the Buyer immediately of any illegal use of the intellectual property rights of the Buyer or its customers of which it becomes aware and agrees to provide, upon request from the Buyer or its customers, all assistance reasonable in the context of the protection of said rights.

The Seller must, in accordance with the Buyer's instructions, remove any Products that the latter has rejected. In the event that the Buyer authorizes the Seller to sell, or transfer free of charge, rejected Products to third parties, the Seller must then remove and destroy other materials such as labels or other accessories incorporated or attached to the rejected Products, which would be the subject of an intellectual property right. Unless otherwise instructed by the Buyer, the Seller will return, as soon as possible, all these materials not incorporated or attached to the rejected Products. All the drawings and other creations provided by the Buyer will remain its property and will neither be used by the Seller nor disclosed to a third party, unless this is necessary for the performance of the Seller's obligations.

12 Compensation

The Seller must compensate the Buyer for any loss resulting from negligence or default by the Seller, even in the event of termination of the Contract by the Buyer, including for any loss of profit on the resale of the any of the Products, penalties,

costs, fees and expenses, legal and other incurred by the Buyer as a result of this negligence or failure. The Seller fully acknowledges that the Products are intended for resale by the Buyer. Consequently, the Seller will be fully responsible and will indemnify the Buyer against any claim relating to the Products made by one of its customers. Once the responsibility of the seller is settled.

13 Subcontracting

13.1 The Seller undertakes to implement all necessary means for the manufacture of the Products, either directly or through a third party. The subcontractors likely to be involved in the execution of the Contract will remain under the control of the Seller who will remain solely responsible to the Buyer for the proper execution of the Contract.

13.2 The Seller undertakes to respect, and to ensure compliance by its subcontractors and suppliers, all codes of conduct, commercial compliance practices and corporate social responsibility requirements set out by the Buyer, as well as that all the laws, rules and regulations, including without limitation the *United States Foreign Corrupt Practices Act* and the *United Kingdom Bribery Act* (including all rules and governance relating thereto), the *California Supply Chain Transparency Act*, the *Dodd-Frank Act*, any applicable sustainability regulations and environmental standards, The reporting regulations and procedures, and all customs laws and regulations, as they may be amended. The Seller will ensure compliance with all obligations applicable to the subcontractors in the relevant jurisdictions.

14 Confidentiality

14.1 By "Confidential Information" in the context of these Conditions, we mean any information of any nature whatsoever and in any form whatsoever, which would be communicated by the Buyer to the Seller, or which would be communicated within the framework of the Contract, whether or not, the said Confidential Information relates to the Product, and/or belongs to the buyer.

14.2 The Seller undertakes not to publish, communicate or disclose to third parties, in any way and for any reason whatsoever, the Confidential Information received from the Buyer under the Contract.

14.3 Throughout the duration of the Contract, and after its termination for whatever reason, the Seller undertakes to take all useful measures to ensure the absolute protection of Confidential Information, or protected media, which may be held by the Seller, its suppliers or subcontractors, in any location in which the Contract is executed.

14.4 To this obligation of confidentiality is added for the Seller to never exploit or use for its own account, or for the account of others, in any way, all or part of the Confidential Information and confidential documents defined above. This obligation extends to all employees of the Seller, all its affiliated companies and all its subcontractors who have had access to this Information and documents.

14.5 Does not fall under the scope of confidentiality, confidential Information (i) which the Seller previously freely possessed before signing the Contract, (ii) communicated to the Seller by a third party having the right to do so, after signing the Contract, (iii) which are in the public domain on the date of signature of the Contract, or which would fall there without breach by the Seller of its confidentiality obligations defined above.

14.6 The Seller, in the event of failure to fulfill its obligation of confidentiality, will be liable to the Buyer.

15 Force majeure

In the event of the occurrence of a case of force majeure such as those retained by the jurisprudence of the French courts and tribunals, the Contract may be terminated by either party by registered letter A.R. after giving notice of fifteen (15) days. The force majeure is understood as any unforeseeable, irresistible event beyond the control of the Buyer and the Seller.

In all cases, it is expressly agreed that the Seller will return, without delay, any possible deposit which may have been paid by the Buyer under the Contract.

16 Non-solicitation of employees

Until the expiration of a period of twelve (12) months, from the expiration of the Contract, the Seller will not solicit, directly or indirectly, the services of any collaborator or independent consultant of the Buyer.

17 Termination

17.1 The Contract may be terminated automatically by the Buyer, at any time, in the cases and conditions defined below:

- In the event of violation by the Seller of any of its contractual obligations, if, fifteen (15) days after receipt of a letter of formal notice, sent by registered post, it has not remedied the violation which he is accused of;
- In the event of cessation of payments by the Seller, subject to compliance with the provisions of Article L. 622-13 of the Commercial Code, in the event that the Judicial Administrator does not respond or responds negatively, within a period of one (1) month, to any formal notice from the Buyer concerning the continuation or not of the Contract.
- In the event of transmission or transfer, in whole or in part, of the Contract by the Seller, to anyone, without the prior written consent of the Buyer. In this case, the Contract will be terminated automatically and without notice upon receipt by the Seller of a registered letter AR.

17.2 In the event of termination, the Seller will make every effort to deliver the Products paid for and the Buyer's obligations will end.

18 Others

The Seller undertakes to inform the Buyer immediately of any failure or risk of failure likely to harm relations with the Buyer and of any event which could lead to any change of direct or indirect control in its company. In the absence of publication of the accounts, it is the responsibility of the Seller to communicate its accounts to the Buyer.

19 Applicable law

19.1 The Buyer and the Seller expressly agree to exclude the Vienna Convention of January 27, 1980. The Terms and Conditions are subject to French law. In the event of translation, only the French version will prevail.

19.2 The Parties will endeavor to resolve amicably any dispute that may arise between them in connection with the execution, termination or interpretation of the Contract or the Order, or their consequences. In the absence of an amicable agreement within one month of its occurrence, the dispute is submitted to the Paris Commercial Court, whose jurisdiction is expressly recognized

by the Seller.